

*Ruralia*

**Ruralia**

Sciences sociales et mondes ruraux contemporains

**01 | 1997**

**Varia**

---

# La « vocation actuelle » de la sociologie rurale

Marcel Jollivet

---



## Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/6>

ISSN : 1777-5434

## Éditeur

Association des ruralistes français

## Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1997

ISSN : 1280-374X

## Référence électronique

Marcel Jollivet, « La « vocation actuelle » de la sociologie rurale », *Ruralia* [En ligne], 01 | 1997, mis en ligne le 01 janvier 2003, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/6>

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Tous droits réservés

---

# La « vocation actuelle » de la sociologie rurale

Marcel Jollivet

---

- <sup>1</sup> Pour aborder les questions actuelles qui se posent à la sociologie rurale ce qui est le véritable objectif de ce texte <sup>1</sup>, il est indispensable d'introduire un cadrage général qui précise par rapport à quoi on peut se poser ces questions et dans quel sens il faut travailler pour y répondre. Il sera organisé autour de trois axes : un positionnement de la sociologie rurale par rapport à la sociologie générale, qui est le préalable absolu, un positionnement de la sociologie rurale par rapport aux autres sciences sociales travaillant sur le monde ou l'espace rural, qui se justifie par les échanges importants qu'elle a avec elles et, inversement, qu'elles ont avec elle, une réflexion sur la courte histoire de la sociologie rurale, qui est un préambule indispensable à une réflexion sur sa situation présente et sur la façon d'envisager ses tâches actuelles et à venir.

## Trois repères de base

### La sociologie rurale : application <sup>2</sup> de la sociologie générale

- <sup>2</sup> La sociologie rurale il est bien sûr avant tout question ici de la sociologie rurale française, mais ce qui va en être dit est généralisable n'a jamais revendiqué le statut - absurde de discipline propre <sup>3</sup>. Une telle affirmation va de soi. En revanche les conséquences qu'il faut nécessairement en tirer sont, elles, moins souvent, pour ne pas dire jamais, mentionnées et ne sont pas l'objet de l'attention qui pourtant s'impose, si l'on veut voir la sociologie rurale comme sociologie : si la sociologie rurale est avant tout de la sociologie, elle s'intègre purement et simplement dans les évolutions générales thématiques, méthodologiques, théoriques de la sociologie. Cela est d'ailleurs patent si l'on considère son histoire : c'est ainsi qu'elle a été tour à tour ou simultanément durkheimienne, fonctionnaliste, culturaliste, marxiste, structuraliste, weberienne, etc.

- 3 Il n'y a donc pas d'« école » de sociologie rurale, mais, à travers la sociologie rurale, des analyses d'inspirations théoriques diverses proposant différentes façons d'intégrer les dimensions sociologiques de l'activité agricole et du monde rural dans une analyse d'ensemble de la société française et, plus largement, des « sociétés industrielles ». (Henri Mendras a même proposé une théorie générale valable pour toutes les sociétés). De cette proposition qui est aussi un constat découle toute une série de questions : comment la sociologie rurale a-t-elle suivi ces évolutions ? Les a-t-elle simplement suivies ou a-t-elle, à sa manière, contribué à les provoquer ? Une réponse supposerait une analyse fine qui ne sera pas faite ici, car elle exigerait une recherche en soi.

## Sociologie rurale et sciences sociales de la ruralité : l'école ruraliste ?

- 4 Puisque référence a été faite aux fondateurs, on peut continuer sur ce thème qui apparaît vraiment central pour la sociologie rurale. Voici par exemple ce qu'écrivait Henri Mendras en 1958 <sup>4</sup> : « Le “milieu” rural est un champ d'investigation pour toutes les sciences sociales et son étude ne saurait constituer une discipline autonome. Les géographes qui analysent les relations entre l'homme et le milieu naturel et la distribution spatiale des phénomènes humains ont tout naturellement commencé par se pencher sur la campagne. L'économie rurale est une branche (l'une des plus anciennes) de l'économie politique. L'histoire sociale, s'attachant à un passé où l'agriculture était l'activité de la plus grande partie des hommes, fait une large place à la description de la vie paysanne. Les ethnologues étudient des structures dites “archaïques” dans lesquelles la recherche ou la production de la nourriture occupent tous les hommes. Enfin, citadins et ruraux intéressent également le psychologue, le démographe, etc. Étant des hommes comme les autres, les ruraux relèvent de chaque science sociale. Cependant, ils vivent dans un milieu particulier qui requiert une certaine spécialisation chez le chercheur, et parfois une problématique différente. Le sociologue rural, comme l'ethnographe, doit donc connaître les méthodes et les techniques de toutes les autres sciences sociales, à moins qu'il ne s'assure le concours d'une équipe de divers spécialistes ». On trouve là une profession de foi qui renvoie à ce que l'on appelle volontiers l'interdisciplinarité des « ruralistes » <sup>5</sup>. La démarche du « ruraliste » a l'ambition d'intégrer toutes les dimensions du social, le temps, l'espace, le local et le global. Il s'agit là d'une démarche que l'on qualifierait aujourd'hui d'holistique (ou holiste).
- 5 Du point de vue sociologique *stricto sensu*, cette démarche se caractérise aussi par sa « transversalité ». Ceci ressort tout particulièrement, par exemple, des plans des ouvrages généraux de sociologie rurale : la sociologie rurale, par un retournement quelque peu paradoxal, en principe « spécialité » de la sociologie, apparaît en fait comme une sociologie « généraliste » à soi seule. Le sociologue rural s'intéresse à tout un ensemble d'aspects de la vie sociale qui est divisé en autant de « spécialités » de la sociologie par ailleurs sociologie politique, sociologie de la famille, sociologie des religions, etc.
- 6 C'est donc bien par son « objet » il vaudrait peut-être mieux parler de « champ d'application » et non pas par une « théorie » ou une « école de pensée » particulière que la sociologie rurale, alors, se définit. De ce point de vue, on peut donc tout à fait suivre Michel Robert <sup>6</sup>, lorsqu'il écrit : « Avec ses deux courants bien tranchés <sup>7</sup>, la

sociologie rurale se définira donc davantage par son champ d'action que par une coloration théorique originale. En cela, on peut la comparer à la sociologie urbaine à laquelle on pense tout de suite, mais la sociologie rurale n'en est pas l'antithèse. Les deux disciplines ne se sont pas construites l'une par rapport à l'autre ni *a fortiori*, l'une contre l'autre. S'étant partagé l'espace et ses habitants, elles suivent chacune leur route théorique sans même avoir toujours les rapports élémentaires qui serait souhaitables ». C'est ce que dit aussi Henri Mendras, toujours dans le *Traité de Sociologie* de Georges Gurvitch : « Si on ne la limite pas à une sociologie agricole spécialisée, la sociologie rurale se définit donc par son champ d'étude, les sociétés rurales »<sup>8</sup>.

- 7 Et de cette proposition découle l'interdisciplinarité déjà évoquée : elle « exige [donc] le concours de toutes les sciences sociales pour aboutir à une intégration des divers aspects de la vie rurale. Dans cette perspective le sociologue rural s'attribue une double tâche, d'une part étudier lui-même les aspects de la société qui relèvent de sa ou de ses spécialités, et d'autre part, réinterpréter et intégrer de son point de vue les matériaux que lui fournissent les chercheurs des autres disciplines »<sup>9</sup>. Henri Mendras ajoute toutefois immédiatement à la suite de ce qui précède une précision qui change le sens d'une affirmation à première vue strictement « objective » (au sens de constitutive d'un « objet » en quelque sorte « physique ») : « Cette définition compréhensive nous paraît s'imposer dans les pays de paysannerie traditionnelle, notamment en France. La société rurale y conserve une certaine autonomie vis-à-vis de la société globale et il est impossible de la réduire à un groupe professionnel, à un secteur économique ou à une classe sociale, parmi d'autres »<sup>10</sup>.
- 8 Ainsi, la justification de la sociologie rurale repose, selon lui sur un postulat qui pourrait aussi être traité comme une hypothèse : l'existence « dans les pays de paysannerie traditionnelle » d'une « société rurale » (?) qui « conserve une certaine autonomie vis-à-vis de la société globale ». L'objectif de la sociologie rurale ainsi définie c'est la définition d'Henri Mendras, mais elle a fortement pesé sur la sociologie rurale pendant au moins 20 ans est en quelque sorte de faire la démonstration de la validité de cette proposition (de cette hypothèse, pourrait-on dire). D'où l'accent mis progressivement sur le « changement social » qui fera passer les « sociétés rurales » de leur statut d'« autonomie relative » celui des « sociétés paysannes » à leur intégration totale à la société globale à travers le passage des « paysans » aux « agriculteurs », ces derniers devenant pour le coup, « un groupe professionnel... un secteur économique ou... une classe sociale, parmi d'autres ».
- 9 Une hypothèse forte cimente les analyses particulières, sur des thèmes précis, des sociologues traitant du monde rural : c'est qu'il existe des liens étroits entre les différents aspects de la vie sociale du monde rural, que ces aspects soient du ressort de différentes spécialités de la sociologie ou du ressort d'autres sciences sociales - l'économie, la géographie, l'ethnologie, et l'histoire, bien sûr et qu'il faut donc veiller à considérer tous ces aspects ensemble pour comprendre les évolutions et en donner une interprétation véritablement sociologique. D'où la quête constante de transversalité au sein de la sociologie et d'interdisciplinarité avec les autres sciences sociales du monde rural. D'où aussi le risque pour les sociologues ruraux d'apparaître comme s'enfermant avec les autres « ruralistes » dans un monde rural « spécifique » et « clos ». En fait une analyse précise des travaux des sociologues ruraux montrerait qu'il n'en est rien et que le souci de situer les évolutions du monde rural dans celles de la société globale est constant et systématique. On doit souligner cette double

préoccupation, qui me paraît être une caractéristique forte de la sociologie rurale, de tenir ensemble une cohérence en quelque sorte « interne » au « monde rural » (l'expression prend ici tout sens) et d'intégrer cet ensemble dans une logique globale (une cohérence en quelque sorte « externe ») d'une société dite « englobante » pour marquer cette « extériorité agissante » ; on peut dire que c'est là une proposition et une « posture » sociologiques de caractère général et fondamental (qui exigerait, soit dit en passant, un examen approfondi) : c'est, en même temps, un exercice difficile à faire, une sorte de pari difficile à tenir. Mais n'est-ce pas en fin de compte ce qui fait l'intérêt, ce qui justifie même, une démarche de sociologie appliquée à l'un quelconque des maillons, des éléments ou aspects de la vie sociale ? N'est-ce pas en somme une des exigences de base de l'analyse sociologique et donc du travail du sociologue ?

## Sociologie rurale et société : dedans et dehors

- 10 Une analyse approfondie de l'histoire de la sociologie rurale montrerait sans difficulté combien cette histoire est liée, à travers ses thématiques et peut-être même un peu plus : à travers, l'orientation même de ses analyses, aux questions qui se sont posées (voire même, parfois aux termes même dans lesquels elles sont posées) au sein de la société française concernant le monde rural, l'agriculture et les agriculteurs. Il ne me semble pas schématiser outrageusement en disant que cinq grands thèmes majeurs ont organisé le questionnement des sociologues ruraux, tout à la fois successivement et de façon constamment récurrente, donc en parallèle, avec des pondérations variables et des énoncés également variables selon les périodes.
- 11 Le premier dans le temps porte sur les rapports et même de façon plus précise dans le langage de l'époque, sur l'opposition villes-campagnes. Cette vieille question, qui réapparaît avec plus de force dès après la guerre, a un côté « académique » ; elle renvoie à des réflexions anciennes des géographes et des historiens. Mais la façon dont elle est posée aux lendemains de la guerre correspond très directement à des préoccupations socio-politiques majeures. Il s'agit alors de lancer la France dans une politique de reconstruction, d'industrialisation et de modernisation et la question qui se pose est celle de savoir si cette composante essentielle de la société que sont les campagnes entendons « agricoles » dans la France des années 1950 sera capable de s'adapter aux changements indispensables. Pour la ville, « civilisation de conquête » comme la caractérisera Braudel plus tard, la question ne se pose pas ; seule se pose éventuellement celle de savoir ce qu'il va advenir d'elle dans une phase de croissance rapide ce sera la question centrale et « organisatrice » de la sociologie urbaine. On est donc bien là dans le champ socio-politique et la sociologie rurale va reprendre à son compte sous différentes formes les questions qui en émanent. Ces questions reviennent périodiquement durant tout ce demi-siècle, avec des formulations qui évoluent au gré des mutations sociales, économiques, démographiques, etc. Quelques mots servent de repère dans cette interrogation permanente de la société française sur elle-même : désertification (des campagnes), rurbanisation, déprise, uniformisation (des modes de vie), mort (ou renaissance) du rural etc. La sociologie rurale mais les autres sciences sociales du rural le sont aussi est interpellée constamment par ce que l'on pourrait appeler le « discours social » sur le rural. Et elle essaie d'apporter ses réponses.
- 12 Si l'on veut coller à la chronologie, il me semble que le second thème à évoquer est celui des transformations de l'agriculture, de l'exploitation agricole, du travail de

l'agriculteur, mais aussi compte tenu du lien étroit entre l'exploitation et la famille de la famille agricole. On est là en plein dans le domaine de la politique agricole, qui occupe une place croissante dans la vie politique à partir des années 1950 jusqu'à nos jours. La « modernisation » de l'agriculture étant un des grands chantiers de la Cinquième République déjà ouvert, à vrai dire, sous la Quatrième, même si cela n'était pas aussi spectaculaire et ses transformations connaissant une ampleur considérable, sous l'impulsion d'un mouvement social puissant et dynamique, l'agriculture occupe une place de choix dans la vie sociale et surtout politique de la période. Un tel malstrom sociologique était évidemment une aubaine pour les sociologues ruraux, au point que la sociologie rurale a pu, à juste titre, être considérée comme ayant été largement infidèle à son appellation pour se réduire à une sociologie des agriculteurs <sup>11</sup>.

- 13 Le troisième thème, qui est déjà contenu dans le premier et qui accompagne totalement le second est celui de la place des paysans, puis des agriculteurs, dans la société française et, plus particulièrement, dans la structure et dans la vie politiques du pays. Cette question n'est pas seulement à l'arrière-plan des transformations en cours tant dans les rapports entre l'agriculture et l'économie nationale que dans les rapports entre villes et campagnes : elle est clairement posée par les leaders du mouvement social des « jeunes agriculteurs » <sup>12</sup> et par ceux que l'on pourrait appeler ses « intellectuels organiques » <sup>13</sup>. Elle est aussi, on l'a vu, l'un des chapitres inévitables et pour ainsi dire même, une manière de conclusion dans toute présentation d'ensemble de la sociologie rurale.
- 14 Le quatrième thème pourrait être inclus dans le premier, mais il est venu bien après et plus comme une réponse à celui-ci, que comme un de ses volets propres : il s'agit du thème du développement local, avec d'abord le mouvement des pays, le slogan « vivre au pays », les politiques d'aménagement rural, leurs multiples découpages spatiaux et leurs procédures parfois très novatrices dans l'action de l'administration (avec les Plans d'aménagement rural par exemple). Et avec aujourd'hui les débats sur le devenir des campagnes dans le cadre d'une politique d'aménagement du territoire.
- 15 Un dernier thème doit enfin être évoqué (mais ce texte n'a pas de prétention à l'exhaustivité), celui de l'environnement. C'est le dernier-né, même si des antécédents multiples peuvent lui être trouvés <sup>14</sup>. Du point de vue du « discours social », c'est incontestablement un thème récent. On peut inclure dans ce thème la référence, si actuelle et si florissante, aux paysages. Et plus généralement, la question des rapports à la « nature », qui est à l'arrière-plan pour ne pas dire au fondement même de la question de l'environnement. Si ce n'est pas à partir de l'agriculture et des campagnes que les préoccupations environnementales ont pris corps (c'est l'industrie et ses « pollutions » qui ont été les premières en cause), l'agriculture, les ressources naturelles renouvelables (l'eau en particulier, mais aussi les sols, les forêts, etc.), la qualité des produits agricoles et de l'espace rural n'ont pas tardé à entrer dans la danse, voire même à occuper une place de choix dans le dossier de l'environnement. Les « ruralistes » et en particulier les sociologues ont été, dans le champ des sciences sociales, les tout premiers à s'intéresser à ces thèmes, au point que Bernard Kalaora a pu écrire qu'il fallait que les recherches en sciences sociales sur l'environnement se libèrent de leur influence jugée excessive et enfermante.
- 16 Arrêtée là, cette liste recouvre cependant l'essentiel et illustre suffisamment ce propos qui est seulement d'attirer l'attention sur la correspondance étroite entre les grandes thématiques de la sociologie rurale et ce que l'on pourrait appeler les « questions de

société ». Dans l'optique retenue ici, trois observations peuvent être formulées : c'est à tort que l'on a pu reprocher à la sociologie rurale d'être dans sa « tour d'ivoire » ; elle a au contraire tenté d'apporter ses réponses aux interrogations de la société qui étaient de son ressort. A-t-elle au contraire, ce faisant, pêché par un excès d'opportunisme ? A-t-elle en fin de compte été en quelque sorte « télécommandée » par la « demande sociale » ? Observons en premier lieu qu'il paraît logique que les sciences sociales traitent des problèmes qui se posent dans la société et pour lesquels elle est compétentes. On notera sur ce point que tous les thèmes évoqués font partie de la matrice initiale de la sociologie rurale : ces thèmes en fait sont plus récurrents que successifs, seules leurs formulations successives au « goût du jour » leur donnent une apparence de nouveauté irréductible. Ce que doivent faire les sciences sociales, c'est en revanche précisément montrer qu'il s'agit là d'avatars, de développements de circonstance de questions de fond. Pour cela, ce qu'elles doivent faire aussi, c'est se départir du discours commun dans la mesure où celui-ci est susceptible d'occulter les problèmes réels. Est employée là une formule dont la prudence cache mal la prétention, pour ne pas dire l'impudence : chaque acteur social a sa conception de ce que sont les problèmes réels ce sont ceux auxquels il se heurte dans son action ou dans ses intérêts immédiats. Mais cette « prétention » est celle même de la sociologie, qui est de mettre en évidence des « logiques sociales » implicites ou, mieux même, échappant à la conscience des acteurs, et dont les discours de ces derniers ne peuvent donc pas, en tant que tels, rendre compte et, encore moins, fournir les raisons. Si la sociologie rurale a été accusée d'être dans sa « tour d'ivoire », n'est-ce pas parce qu'elle n'a jamais accepté de répondre aux questions telles qu'elles lui étaient posées et c'est peut-être là une grande différence avec l'économie (ou du moins une certaine économie) et avec la géographie (ou du moins une certaine géographie) et qu'elle a au contraire opposé sa propre formulation des problèmes à celles des acteurs professionnels et de l'État ? Cette attitude fondée sur une « distanciation critique » avec le réel est une des grandes caractéristiques de la sociologie rurale française et un des points sur lesquels elle s'est le plus distinguée de la « sociologie agricole » d'inspiration américaine et particulièrement en vigueur aux Pays-Bas par exemple. Une analyse comparée des deux démarches dans le domaine des recherches sur l'innovation serait très instructive de ce point de vue. Une sociologie rurale, donc, très sensible aux avatars du questionnement social sur le rural et donc, a-t-on envie de dire, très proche de son « objet » et conservant son quant-à-soi par rapport à lui : voilà, semble-t-il, ce qui caractérise sa « posture » durant ce demi-siècle de son histoire.

- 17 La troisième question qui peut être posée est celle de savoir si la sociologie rurale a au cours de cette période se donner un outillage intellectuel qui soit à la hauteur de ses ambitions. Sur un tel bilan, les points de vue et les évaluations peuvent évidemment être différents. Ce serait au demeurant une tâche lourde que de vouloir répondre avec précision à la question. La critique qu'elle a faite du discours sur la « routine paysanne » ou plus tard, du mouvement « néo-ruraliste », l'analyse critique qu'elle a faite du processus d'innovation qui prend aujourd'hui un relief nouveau avec le renouveau des questions autour des « technologies » et du « modèle de développement » mis en œuvre par la politique agricole à partir des années 1960 (aujourd'hui remis en cause), les deux grands schémas généraux d'analyse qu'elle propose pour comprendre les évolutions contemporaines de l'agriculture et des sociétés rurales dans les sociétés dites « industrielles » sont autant de pistes, parmi d'autres, pour se livrer à ce bilan. Tout ce que l'on peut dire est que cela n'est pas rien

et mériterait aujourd'hui un examen attentif pour aborder le mieux armé possible les tâches à venir.

- 18 Ces quelques éléments généraux essentiels d'un « cadrage » de la sociologie rurale paraissent nécessaire pour aborder le présent.

## Questions pour aujourd'hui

- 19 Deux questions définissent l'essentiel : la sociologie rurale telle qu'héritée des quatre ou cinq dernières décennies a-t-elle encore une pertinence ? si oui, laquelle ? si oui, sur la base de quelles problématiques et quels « objets » ?
- 20 En ce qui concerne le bien-fondé de la sociologie rurale, il y a deux façons possibles de voir les choses. La première consiste à affirmer que la sociologie rurale n'a jamais eu de pertinence et n'a toujours été qu'un artefact idéologique. Une telle attitude peut être analysée sous deux angles : l'un renvoie à l'histoire, l'autre à une épistémologie de la sociologie. Considérée sous le premier angle, elle reviendrait à nier l'histoire sociale qui va de la société féodale à la société industrielle ou au moins à récuser l'idée que les sociétés industrielles puissent conserver des traces, voire des structures héritées des sociétés agraires dont elles procèdent. Considérée du point de vue de la structure interne de la sociologie, elle supposerait qu'il puisse exister un schéma de référence théorique accepté par tous les sociologues, qui formulerait les questions-clés structurantes de la discipline autour desquelles le travail de la communauté des sociologues s'organiserait. Encore convient-il de préciser que, même dans ce cas, il faudrait bien des sociologues compétents sur les aspects de la réalité sociale à analyser pour réaliser de façon rigoureuse et informée les recherches nécessaires. Autrement dit, on aurait affaire là à une vision essentialiste et idéaliste tant de la société que de la sociologie qui ne correspond en rien ni au caractère nécessairement empirique de la sociologie, ni aux contraintes de la spécialisation des connaissances dans la division du travail scientifique. La seconde façon de nier la pertinence de la sociologie rurale est de contester que l'« objet » dont elle se réclame les « sociétés rurales » continuent d'exister (si elles ont jamais existé). Selon cette façon de voir, le « rural » n'existe plus. L'identification d'une branche de la sociologie qui se consacre à son analyse a pu se justifier. Elle ne se justifie plus aujourd'hui. On doit noter qu'une telle affirmation est cohérente avec la définition initiale rappelée ci-dessus des « sociétés rurales paysannes » par Henri Mendras. Si, comme il l'affirme, les « sociétés rurales », telles qu'elles sont censées exister dans les sociétés industrielles, disparaissent lorsque les paysans se transforment en agriculteurs, la sociologie rurale n'a plus lieu d'être dans une société sans paysans c'est-à-dire dans laquelle les paysans sont devenus des agriculteurs, comme, toujours selon Henri Mendras, c'est le cas en France. Et, pourrait-on ajouter, ceci à plus forte raison si ces « sociétés rurales » sont habitées de moins en moins par des populations d'agriculteurs et de plus en plus par des transfuges de la ville ou des salariés des zones rurales industrialisées ou tertiaisées. Il est clair que nous sommes là au cœur du problème. C'est donc en s'interrogeant sur les problématiques actuelles sur lesquelles elle serait susceptible de reposer que l'on sera en mesure de justifier la pertinence encore aujourd'hui de la sociologie rurale.
- 21 Quelles problématiques et quels objets ? Cette réflexion s'inscrit dans le prolongement de l'analyse conduite *supra*, en distinguant les deux contextes par rapport auxquels les évolutions de la sociologie rurale paraissent devoir être situées ou, dit autrement, les



deux plans sur lesquels elles doivent être examinées, c'est-à-dire le questionnement social d'une part et, d'autre part, les interrogations venant de ou concernant la sociologie elle-même. Peut y être ajoutée une troisième dimension qui renvoie à un mouvement d'ensemble touchant le questionnement scientifique pris globalement.

## Le questionnement social et la sociologie rurale

- 22 Quatre séries de questions peuvent être posées, mais il faudrait pousser l'analyse en s'appuyant sur un *corpus* de textes *ad hoc* pour être plus précis sur ce point. Une première série de questions tourne autour de la diminution de la population active agricole et ses conséquences : un débat est en particulier ouvert sur le nombre des exploitations agricoles qui subsisteront, voire sur celui qu'il faut avoir comme objectif, dans les dix ou vingt années à venir. Ce premier débat se prolonge dans un autre qui porte sur l'évolution de la population dite rurale ; pour le caractériser, il suffit de renvoyer aux réflexions sur la « renaissance » rurale : il y a, à la clé, tout le débat sur ce que deviennent l'espace et le monde ruraux et sur ce qui devraient être les politiques les concernant. Un autre débat concerne plus directement l'agriculture et le modèle de développement en crise qu'elle suit depuis un tiers de siècle ; les termes qui reviennent là sont « diversification », « extensification », « pluriactivité », « productivité », *etc.* Il s'agit d'abord de mettre au point des systèmes techniques de production prenant en compte d'un côté les échanges et les marchés (et non plus centrés seulement sur l'intensification de la production), de l'autre, les évolutions contradictoires dans les domaines techniques (avec les biotechnologies d'un côté et les techniques « extensives » de l'autre) ; ensuite il convient de redéfinir l'exploitation agricole et l'activité professionnelle des agriculteurs dans leurs fondements mêmes - avec le nécessaire abandon de la référence aux « 2 UTH », il faut encore analyser les conséquences du modèle de développement par exemple à travers le groupe des agriculteurs en difficulté, et enfin prendre en compte simultanément les mouvements de mondialisation des échanges sur les grands produits de base et le développement des circuits courts sur des produits très spécifiques, *etc.* Bref, il s'agit, en un mot, de repenser le développement. Le dernier débat a trait à l'environnement, qu'il soit abordé à travers les revendications des populations locales concernant leur cadre de vie, à travers les conflits ou l'émergence de politiques en rapport avec de nouvelles fonctions, en cours d'élaboration, de l'espace rural, à travers la nécessité de concevoir des systèmes de production agricoles « respectueux de l'environnement », ou encore à travers les tensions produites par l'intervention de la réglementation européenne en la matière, *etc.*
- 23 Face à cette avalanche de questions, d'arguments contradictoires, le sociologue a une sextuple tâche à accomplir. Il lui faut d'abord clarifier les discours par leur analyse interne qui les émet ? avec quelle cohérence ? dans le cadre de quelles stratégies et avec quels buts ? et inversement, mettre en évidence ce que l'on pourrait appeler les « silences significatifs », c'est-à-dire les questions réelles qui ne font l'objet d'aucun discours ; passer, ensuite, de l'énoncé en termes sociaux et idéologiques de la question à sa formulation en termes sociologiques, cela revient à mettre en évidence ses dimensions proprement sociologiques et/ou les dimensions proprement sociologiques des « objets » concernés ; il lui est encore nécessaire d'établir les faits pour prendre du recul par rapport aux discours et ainsi, tout à la fois, donner une image « objective » des évolutions et des situations « réelles » et procéder à ce que l'on pourrait appeler

une « critique externe » du discours ; indispensable est également de replacer ces évolutions et les interprétations qu'il peut en faire dans le moyen et le long terme passés ; en procédant ainsi, il enrichit son appareil d'analyse et se donne les moyens d'échapper aux biais d'une interprétation à courte vue et sans recul souvent assortie d'une vision dramatique, catastrophiste des choses tant des changements actuels, de leur ampleur réelle, que des discours qu'ils suscitent ; le sociologue doit encore montrer en quoi les analyses qu'il fait améliorent la connaissance de la société française, à travers une meilleure compréhension des processus sociologiques de son adaptation aux évolutions générales dans lesquelles elle est prise ; il a enfin à montrer en quoi les analyses qu'il fait enrichissent le *corpus* théorique de la sociologie. Mais on aborde là le point suivant.

## Le questionnement sociologique et la sociologie rurale

- 24 La sociologie rurale traite de tous les aspects de la vie sociale dans les campagnes. Elle peut donc apporter sa contribution à tous les chapitres de la sociologie. Mais précisément quelle peut être cette contribution si l'on estime que les agriculteurs sont devenus un « groupe professionnel » parmi d'autres et si les « sociétés rurales » ont en conséquence perdu toute « autonomie relative », c'est-à-dire si les deux raisons d'être de la sociologie rurale ont disparu ? Deux observations peuvent être faites par rapport à cette façon de poser le problème.
- 25 Première observation : ces deux assertions qui n'en font en fait qu'une doivent-elles être prises pour argent comptant ? Ne doivent-elles pas continuer d'être traitées comme des hypothèses, et donc, en tant que telles, être soumises à examen et, en particulier, être confrontées à des observations empiriques réalisées sur le terrain ? S'en tenir à l'affirmation selon laquelle les paysans sont devenus des agriculteurs (des chefs d'entreprises, des « agro-managers », des « moléculteurs »...) est aller un peu vite en besogne ; c'est occulter toute une diversité de situations qui correspond à une multiplicité de voies expérimentées pour une adaptation elle aussi susceptible de prendre une multiplicité de formes à un contexte incertain, ouvert et complexe. La pluriactivité, les formes associatives, la diversification des productions font des retours en force qu'il faut prendre en compte pour caractériser sociologiquement la situation actuelle des agriculteurs. La sociologie rurale a été pionnière dans les analyses sociologiques du travail non salarié, dans celle des relations entre travail, patrimoine et famille, dans celle de l'innovation dans les secteurs productifs non industriels, dans celle des rapports entre le petit producteur indépendant et les secteurs industriels d'amont et d'aval, etc. Ces analyses sont à mettre à jour aujourd'hui pour deux raisons : d'abord parce que la situation des agriculteurs évolue rapidement ; ensuite parce que le contexte que constitue la société globale est lui-même en cours de mutations rapides. Il en va de même en ce qui concerne les « sociétés rurales ». On peut s'interroger sur l'équivalence établie par Henri Mendras entre « sociétés rurales » et « sociétés paysannes ». Le moins que l'on puisse dire est qu'elle pose historiquement et géographiquement problème ; elle n'est valable ni pour toutes les périodes historiques, ni pour toutes les campagnes. Toute tentative pour généraliser à l'ensemble de l'Europe sans parler de l'ensemble du monde une telle proposition conduit à en souligner les limites. Un véritable hiatus pour ne pas dire une contradiction fondamentale existe entre l'analyse sur une longue période des transformations structurelles de la paysannerie et celle, en quelque sorte d'abord spatiale, de ce que l'on a pu appeler un

« société locale ». Qu'un croisement puisse être fait entre les deux, c'est non seulement certain, mais encore indispensable. Mais ramener purement et simplement l'un la « société locale » à l'autre la paysannerie est arbitraire : il existe d'autres « sociétés locales » que les « sociétés paysannes » et une approche actuelle des « sociétés rurales » doit précisément être celle des transformations d'une « société locale » à base agraire en une « société locale », soit en voie de transition vers une base non agraire, soit déjà sans fondements agraires. Cette démarche doit en outre se situer dans le cadre d'une analyse des transformations de la société globale et, en particulier, des processus de restructuration socio-politique qu'elle connaît : il n'y a pas que la paysannerie dont la place dans la structure et la vie politiques soit liée au pouvoir local et le pouvoir local dans les 36 000 communes qui tiennent en main le devenir de l'espace rural est loin de peser d'un poids insignifiant dans l'ensemble du système politique. L'analyse de ce que l'on pourrait appeler un « système social localisé » considéré en tant que « société » (locale) est aussi un domaine dans lequel la sociologie rurale a particulièrement investi. On pourrait sur ce point comparer sa démarche avec celle de la sociologie des organisations. Les transformations sociales internes radicales que connaissent les communes, les fonctions nouvelles qu'on attend d'elles, les recompositions spatiales auxquelles on les pousse, l'émergence de nouvelles solidarités territoriales les nouveaux « territoires ruraux » mais aussi de nouveaux enjeux et de nouveaux conflits, sont autant de raisons de remettre la théorie sur le métier et de se donner une nouvelle grille d'analyse qui permette de caractériser sociologiquement les villages en tant que « système social » et, par là même, d'apprécier le rôle qu'ils jouent dans les processus d'intégration sociale à travers leurs fonctions tant institutionnelles que symboliques et notamment identitaires. Dans un cas comme dans l'autre, c'est une sociologie de la « transition » ou du changement social qui est requise et cela suppose des analyses fines, fouillées et circonstanciées permettant de saisir les continuités et les transformations dans les processus de reproduction de la sociabilité et du sens de l'être-ensemble, c'est-à-dire en fin de compte du lien social. L'heure est donc à un retour massif et méthodique sur le terrain, car les observations concrètes manquent pour faire contrepoids à l'invasion croissante des discours, des images et des statistiques qui construisent le « sens commun » en la matière.

- 26 Par ailleurs, seconde observation, à supposer même que les paysans soient devenus des agriculteurs et que les « sociétés rurales » aient cessé d'être des « sociétés paysannes », en quoi y aurait-il là une sorte de « banalisation » qui enlèverait tout intérêt à l'analyse sociologique des uns comme des autres ? Il y a là une attitude qui s'apparente à celle selon laquelle nous arriverions à une sorte de « fin de l'histoire ». C'est bien sûr une illusion d'optique : les « agriculteurs », les « communes rurales » et autres « bourgades » et « petites villes » continueront d'exister ; le métier, la condition sociale, le statut de citoyen des premiers, la physionomie et les fonctions sociales et territoriales des secondes continueront d'évoluer ; et tout cela continuera de faire partie de la société globale, c'est-à-dire d'être lié aux évolutions d'ensemble de celle-ci, mais aussi de peser sur elles. La question qui se pose est celle de l'intérêt d'une analyse sociologique de ces phénomènes. Mais précisément, comment préjuger de cet intérêt ? Tout ce que l'on peut faire n'est-il pas de faire des hypothèses sur ce qu'il pourrait être en tenant compte tout à la fois des compétences, des savoir-faire et des connaissances acquises d'une part et, d'autre part, des questions qui paraissent devoir être considérées comme les questions centrales d'aujourd'hui ? En tout cas, ce n'est pas parce que ces problèmes n'occupent pas le devant de la scène dans les médias qu'ils ne

doivent plus être étudiés. De ce point de vue, on peut, à titre d'exemple, proposer quelques grandes séries de questions à une sociologie s'attachant à l'analyse du monde rural actuel. Des interrogations, d'abord, portant sur les formes sociales de mobilisation du travail agricole : ce serait la contribution de cette sociologie à une sociologie du travail, dans un secteur productif dont on peut dire qu'il fait partie des « industries lourdes » et qui n'est pourtant pas fondé sur le modèle de la grande entreprise avec salariat. Des questions, ensuite, concernant les processus de socialisation, les fondements, les cadres, les formes et le contenu de la sociabilité dans ce que, par une commodité au moins provisoire, on pourrait appeler les « sociétés villageoises » ou « à faible dimension » : on aurait là une contribution à une sociologie du lien social, de l'intégration et de l'exclusion dans des « contextes » sociologiques bien définis et différents des banlieues et des quartiers urbains. Des questions, encore, portant sur les fondements des restructurations sociales locales et sur les transformations des rapports de pouvoir locaux qui en découlent, à la suite des évolutions des structures agraires, de l'économie agricole et de la composition sociale de la population villageoise : ces analyses de sociologie politique, permettraient de mettre en évidence et de comprendre les changements en cours dans la maîtrise de tout un pan, spatialement et quantitativement important, du pouvoir « territorial », une des bases de la pyramide des pouvoirs, à un moment où il acquiert de plus en plus d'importance. Des questionnements, toujours, sur les évolutions des solidarités territoriales sous l'influence tant des politiques poussant à la coopération intercommunale que de l'apparition de nouveaux types de contraintes ou de dépendance d'ordre spatial : ceci se traduit par la constitution de ce que l'on pourrait appeler des « dispositifs locaux d'action », qui constituent autant de nouveaux modes de socialisation de l'espace et de régulation des conflits ; c'est là un autre volet d'une sociologie du politique, saisie ici sous l'angle des rapports entre l'État, la société civile et le territoire en l'occurrence le territoire « rural » qui représente un « enjeu » particulier en raison de l'importance de sa place relative dans l'ensemble du territoire national, de la faible densité relative de son peuplement, des pressions multiples qui s'exercent sur lui et des attentes contradictoires qui s'expriment à son égard. Des interrogations, enfin ; sur la notion de rural comme catégorie symbolique de la représentation que la société se construit d'elle-même. Se livrer à cette analyse serait d'autant plus judicieux que le terme fait aujourd'hui un retour en force et qu'il serait intéressant de voir dans quelle mesure son sens n'est pas précisément en train de s'émanciper de son contenu agricole traditionnel, et dans quelle mesure, donc, cette mutation exprimerait tout à la fois la nécessité d'une continuité aussi bien symbolique que pratique et la question se pose alors de donner sens à ce besoin de continuité, l'occultation d'une rupture et en même temps un début de reconnaissance de cette rupture. Ce ne sont là que quelques pistes. D'autres sont déjà bien explorées comme l'analyse de l'évolution de la place des agriculteurs dans la société et de leurs comportements professionnels et politiques par exemple.

- 27 Les évoquer ici, n'a pour but que de montrer que nombreuses sont les questions de recherche de portée générale que l'on peut aborder à travers les évolutions du monde rural et même plus, qui exigent pour être traitées que leurs aspects renvoyant à la « ruralité » soient analysés comme des facettes incontournables des évolutions de la société (en l'occurrence française) prise dans son ensemble. Il revient encore une fois, aux sociologues de décrypter les discours et les politiques, de les confronter aux faits, et de mettre ainsi en évidence la façon dont la société française en l'espèce utilise ou

non son passé « rural » pour s'adapter au présent. Cette proposition est généralisable à toutes les formations sociales nationales ; elle doit tout particulièrement être appliquée par les sociologues à l'ensemble des pays européens, dans le cadre d'une analyse des processus d'« intégration » européenne. Cette extension à l'Europe du « chantier rural » représente une occasion exceptionnelle de renouvellement des problématiques, en même temps qu'elle est une nécessité que l'on pourrait qualifier d'historique puisqu'elle renvoie à une histoire en cours. L'ouverture sur une démarche comparative internationale est, d'une façon générale, une nécessité.

- 28 Pour caractériser cet ensemble de recherches à faire, faut-il mieux parler de « sociologie du rural »<sup>15</sup> que de « sociologie rurale » ? Pourquoi pas, si cela clarifie les choses ? Mais à condition de ne pas donner par là à penser que la « sociologie rurale » n'a pas toujours été précisément qu'une « sociologie du rural » et qu'il y aurait en quelque sorte une mutation à faire : ce serait faire croire là à une rupture radicale qui en fait n'a pas lieu d'être et créer un contresens sur le « rural » lui-même et sur son insertion dans la société globale. À une seconde condition aussi, qui est que les sociologues qui se lancent dans ce genre de recherches aient la culture en sciences sociales requise pour aborder le rural et notamment pour situer ses évolutions actuelles dans l'histoire de ses rapports avec la société globale.

## Le mouvement scientifique et la sociologie rurale

- 29 On assiste depuis le début des années 1970 soit depuis près d'un quart de siècle, mais encore plus nettement ces dernières années, à une évolution très nette de la conception des rapports entre la science et la société, entre les différentes sciences elles-mêmes et, plus particulièrement, entre les sciences sociales et les sciences qui peuvent être globalement qualifiées de « sciences de la nature ». Ces différentes évolutions sont en fait liées les unes aux autres. Elles procèdent toutes des interrogations qui ont cours depuis vingt ans, mais qui reviennent avec de plus en plus d'insistance, concernant les inégalités sociales croissantes, les phénomènes de marginalisation sociale qui touchent des proportions croissantes de la population dans le plupart des pays, le chômage et la question de la place et du rôle du travail dans la socialisation et dans l'intégration sociale et, enfin, la question de l'environnement.
- 30 À travers ces interrogations, c'est un certain « *credo* » dans le « progrès technique » qui est remis en cause. Et par là-même dans la conception de la recherche scientifique qui se situe en amont de la technique. On se met en quête d'une science plus soucieuse de ses conséquences, tant sur la société que sur l'environnement cadre de vie immédiat et base de vie à long terme. C'est-à-dire que sont découvertes des relations multiples entre des phénomènes d'ordres très différents, là où le travail scientifique a coutume d'établir des coupures, de trier ce qui est pertinent pour chacun dans sa discipline propre et d'écarter le reste. Le chemin qui s'ouvre ainsi est balisé de mots-clés tels que « complexité », « analyse systémique », « modélisation », « interdisciplinarité »...
- 31 La sociologie rurale est directement concernée par ces évolutions, et de façons multiples. Elle l'est par certains des thèmes qu'elle aborde et des éléments de la vie sociale qu'elle étudie : l'agriculture en tant que secteur d'activité à innovation technologique rapide d'où l'exode agricole qui alimente le chômage et qui provoque l'exode rural, contradictoire les biotechnologies et l'informatique d'un côté, l'extensification et l'agrobiologie de l'autre et controversée problèmes de

surproduction, de qualité et d'environnement ; l'agriculture en tant que secteur d'activité appliqué au vivant l'animal et le végétal, utilisant des ressources naturelles renouvelables l'eau, les sols, les ressources génétiques, les populations animales et végétales et transformant des milieux l'eau, les sols, les écosystèmes, l'atmosphère. Tout ceci fait de l'agriculture un des domaines de prédilection, et des agriculteurs un des groupes sociaux les plus riches d'enseignement, pour l'étude des rapports entre le social et le technique, ainsi qu'entre le social, le technique et la nature dans tous les types de sociétés. Il en va de même pour le rural considéré en tant qu'environnement naturel prédominant sur le bâti, mais socialement approprié, socialement et économiquement utilisé et vécu, construit, modelé par les pratiques et les techniques, hérité de l'histoire et constamment remanié : il offre les terrains les plus variés pour une analyse de rapports collectivement organisés entre une collectivité humaine une société ? et des milieux naturels.

- 32 La sociologie rurale est aussi concernée par les démarches qui sont les siennes. Pour traiter de ces questions, l'interdisciplinarité entre sciences sociales est un atout : ce sont donc là autant de bancs d'essai pour celle qui existe chez les ruralistes et d'opportunités pour la renforcer ou la ranimer. Apparaît également, avec ces problèmes, la nécessité de se situer simultanément à des niveaux différents allant de celui du village à celui de la planète, en passant par le microrégional, le régional, le national, et l'europpéen. On retrouve enfin la démarche holistique dans la mesure où l'analyse systémique peut être considérée comme l'une de ses versions. Ce que la sociologie rurale mais il en va de même pour les autres sciences sociales du rural a à apprendre, c'est à étendre son projet interdisciplinaire aux sciences de la nature qui analysent les « systèmes naturels » qui se trouvent en vis-à-vis des « systèmes sociaux » qu'elle étudie.
- 33 Pour conclure, il faut revenir aux deux questions essentielles. Est-il toujours pertinent et cela présente-t-il toujours de l'intérêt de vouloir analyser en termes sociologiques les évolutions du monde rural ? Hugues Lamarche explique que ce n'est pas parce que l'exploitation agricole n'est plus « paysanne » terme qui resterait à bien définir qu'elle n'est plus « familiale »<sup>16</sup> : il faut donc se donner les moyens de caractériser sociologiquement cette forme particulière d'organisation de la production et de mobilisation du travail qu'est l'exploitation agricole actuelle en la distinguant si cela se justifie de sa forme « paysanne » antérieure et en essayant de comprendre d'où procèdent ses formes particulières. On pourrait « décliner » cette façon de voir de multiples façons. Par exemple : ce n'est pas parce que les agriculteurs ne sont plus des paysans est-ce si sûr ? qu'ils ne constituent pas un « groupe professionnel », qui occupe une place bien particulière dans la structure sociale des sociétés capitalistes. Ou encore : ce n'est pas parce que la population agricole n'est plus dominante dans la population rurale que la « ruralité » n'existe plus, etc. À chaque fois, ce qui est à faire, c'est de savoir rendre compte de façon précise des processus, des évolutions et des caractéristiques sociologiques de ce qui est étudié. Et il importe que tout ceci soit fait, car ce sont là autant de composantes de la société globale dont une bonne compréhension est nécessaire pour en comprendre les transformations d'ensemble et les voies par lesquelles elles se produisent. Ceci est d'autant plus nécessaire que le poids de ces composantes est, pour le moins, généralement sous-estimé et négligé par les sociologues qui traitent de ces questions.



34 La deuxième question porte sur le fait de savoir s'il y a besoin de sociologues qui se qualifient de « ruraux » et d'une sociologie dite « rurale » pour ce faire. Une première remarque vient à l'esprit en réponse à cette question, qui est que les sociologues ruraux n'ont évidemment aucun monopole à revendiquer dans les domaines qui sont aujourd'hui de leur prédilection. Si la recherche de questions « transversales » est ce qui doit primer et si l'idée de comparaison doit être un principe de méthode à privilégier, le point de départ peut se situer soit dans le rural, soit hors du rural. Il y a tout intérêt à ce que les sociologues non ruraux investissent le champ rural à partir de leurs questions et de leurs démarches. Encore faut-il qu'ils le fassent. Or, on a le sentiment que, soit par manque d'intérêt, soit parce qu'il s'agit d'un univers qui leur est étranger ou qui les rebute, ils ont plutôt tendance à l'ignorer et à s'abstenir de le prendre en considération dans leurs problématiques. La seconde remarque découle donc de la première : il faut que des sociologues s'investissent dans ce domaine, par goût, par curiosité, par intérêt ; cela exige des compétences propres, une bonne connaissance de l'« objet » du milieu rural et une culture scientifique s'appuyant sur la bibliographie spécialisée en même temps que sur la générale, autant de conditions qui valent pour n'importe quel domaine et n'importe quel thème. Faut-il appeler les sociologues qui font ce choix et qui s'astreignent à se donner compétences et connaissances, des « sociologues ruraux » ? Pourquoi et pourquoi pas ? Mais aussi, a-t-on envie d'ajouter, quelle importance ? Troisième remarque : ce qui compte, c'est que les analyses sociologiques qui sont faites le soient en situant bien dans la société globale les aspects particuliers de la vie sociale ou, autrement dit, les « entrées » particulières dans le fonctionnement de la société auxquels on s'intéresse et que l'on est amené à privilégier en centrant son attention sur l'agriculture, les agriculteurs et le rural. Une approche sectorielle enferme et limite la compréhension, voire conduit à des erreurs d'interprétation en termes notamment de « spécificités » de l'objet étudié, qui, en fait, n'en sont pas et sont de purs artefacts de la méthode adoptée. Si l'on peut dire ce qui supposerait qu'un bilan précis en soit fait que la sociologie rurale de ces cinquante dernières années a pêché par carence sur ce point (et cela a pu être dans certains cas), alors il faut qu'un travail critique soit fait sur ce qui a été écrit et que soit désormais mieux prise en considération cette exigence méthodologique fondamentale. Quatrième remarque : ce qui compte également et c'est là une autre facette de la remarque précédente c'est que ces mêmes analyses soient faites en s'appuyant sur les démarches et questionnement majeurs de la sociologie. Si un bilan de la sociologie rurale devait être fait, ce devrait être là son point central. C'est sans doute aussi là le point sur lequel la réflexion n'a certainement pas été assez poussée et la mise à jour pas assez recherchée. Or la sociologie rurale peut, sur la base des recherches menées durant ce dernier demi-siècle apporter une contribution originale aux débats généraux actuels de la sociologie. S'il y avait à désigner une tâche prioritaire pour la sociologie rurale aujourd'hui, ce devrait être d'entreprendre cette réflexion théorique. Cinquième et dernière remarque : il est en tout cas un contresens qu'il ne faut pas faire, celui qui consisterait à dire que la sociologie rurale aurait perdu son sens parce que le rural - agriculture et agriculteurs inclus - se serait banalisé et dissous dans la société globale. Ce serait se tromper sur le statut historique du rural paysans inclus : ce serait donner à croire en effet qu'il n'a existé que dans un contexte et dans une période bien déterminés et révolus, alors qu'en fait il prend des formes constamment nouvelles qui correspondent à et vont de pair avec les évolutions des sociétés globales. Qu'advient-il de lui ? Quelles formes prend-il dans une société « industrielle » en changement

rapide ? Telle est la question. Prenons garde en ne le voyant plus de tomber dans la cécité du regard rivé sur le présent et des discours communs de la société sur elle-même. L'histoire, pourrait-on dire, n'en finit pas de finir.

\* \* \*

- 35 La sociologie rurale française est née ou, au moins, a pris la forme qu'elle a eue durant ces quarante ou cinquante dernières années dans le contexte d'une société à fondements agraires anciens et à forte empreinte paysanne faisant tout d'un coup le choix de l'industrialisation et de la « modernisation ». Dans ce cadre, deux questions se posaient : comment faire entrer les paysans réputés routiniers et les campagnes - réputées attardées dans l'« ère moderne » ? Qu'allait advenir d'une société française sans paysans ?
- 36 Avons-nous fini de répondre à ces questions ? Bien sûr que non. La « transition » est-elle terminée ? Peut-on d'ailleurs parler de « transition » ? Vers quelle « nouvelle société » ? Les héritages historiques venant du vieux fonds agraire sont-ils liquidés ? Bien sûr que non. Savons-nous répondre aux questions nouvelles que pose l'ouverture généralisée des sociétés, que ce soit à travers la mondialisation des échanges marchands et de la communication ou à travers la recomposition des ensembles politiques « régionaux » telle l'Europe ? Bien sûr que non. Savons-nous en particulier dire comment les vieux cadres territoriaux de la construction du lien social et de l'organisation de la société civile comme société politique peuvent intervenir dans les évolutions qui découlent de cette « nouvelle donne » mondiale ? Bien sûr que non. Savons-nous, pour aborder tous ces problèmes, sortir de nos schémas de référence nationaux ? Disposons-nous de problématiques à l'échelle des questions qui se posent ? Bien sûr que non. Il faut donc que le travail continue, sur des chantiers en fait de plus en plus nombreux. Mais il faut bien sûr pour cela utiliser au mieux ce que nous avons appris. Faire du nouveau en s'appuyant sur l'acquis : telle est la grande tâche actuelle.
- 37 Correction typographique le 01/01/2003.

---

## NOTES

1. On aura perçu le clin d'œil que constitue son titre, en référence à l'ouvrage de Georges Gurvitch : Georges GURVITCH, *La vocation actuelle de la sociologie : vers une sociologie différentielle*, Paris, Presses universitaires de France, 1950, 607 p. Précisons que dans cet ouvrage, il n'est pas particulièrement question de la sociologie rurale.
2. Précisons bien : dire que la sociologie rurale est une « application » de la sociologie générale ne veut pas dire que la sociologie rurale est une « science appliquée » (comme cela a été parfois affirmé). On veut dire que la sociologie rurale est une « branche » de la sociologie générale, aussi fondamentale que celle-ci.
3. Il est intéressant à ce propos de consulter les premiers écrits portant sur la sociologie rurale de l'après-guerre. Une rapide recherche en ce sens conduit à des résultats un peu surprenants : la première trace que j'ai trouvée d'un cours de « sociologie rurale » donne à penser que c'est l'Institut d'études politiques de Paris qui a fait œuvre de



pionnier en la matière ! Autres surprises : ce cours a d'abord été confié à deux géographes (en 1948-1949), puis à Jean Stoetzel (1951-1952), avant de revenir à Henri Mendras. Les « photocopies » des cours de Jean Stoetzel et Henri Mendras (cf. en particulier le photocopié de 1963-1964), ainsi que celui du cours donné par Henri Mendras à l'IHEDREA (s.d.) commencent toujours par une mise au point très appuyée concernant l'appartenance de la sociologie rurale à la sociologie générale : Jean STOETZEL, *Sociologie rurale*, 1951-1952 (cours professé à l'Institut d'études politiques de Paris), 304 p. dactyl. ; Henri MENDRAS, *Sociologie rurale*, Paris, Les cours de Droit, 1956-1957, 3 fascicules, 282 p. ronéo. ; Henri MENDRAS, *Sociologie rurale*, Paris, Institut d'études politiques de Paris, Amicale des élèves, 1963-1964, 216 p., ronéo. ; Henri MENDRAS, *Sociologie rurale*, I.E.P. de Paris, Amicale des élèves, 1967-1968, 3 fascicules, 295 p. ronéo. ; Henri MENDRAS, *Sociologie de la campagne française*, Que sais-je ? n° 842, Paris, Presses universitaires de France, 1959 (réédition 1965), 128 p. ; Henri MENDRAS, *Sociologie rurale : notions générales et sociologie du changement*, Institut des hautes études de droit rural et d'économie agricole (IHEDREA), s.d., 59 p. ronéo.

4. Henri MENDRAS, « Sociologie du milieu rural », dans Georges GURVITCH [dir.], *Traité de sociologie*, Paris, Presses universitaires de France, 1958, 2 volumes.

5. Cette interdisciplinarité est, par exemple, à la base même de la philosophie et de l'action de l'Association des ruralistes français.

6. Michel ROBERT, *Sociologie rurale*, Que sais-je ? n° 2297, Paris, Presses universitaires de France, 1986, pp. 5-6.

7. Michel Robert fait ici allusion aux courants.

8. Henri MENDRAS, « Sociologie du milieu rural », art. cité, p. 316.

9. *Ibidem*.

10. *Ibidem*.

11. Michel ROBERT, *Sociologie rurale...*, ouv. cité.

12. Michel DEBATISSE, *La révolution silencieuse. Le combat des paysans*, Paris, Calmann-Lévy, 1963, 280 p. ; Bernard LAMBERT, *Les paysans dans la lutte des classes*, Paris, Éditions du Seuil, 1970, 191 p.

13. Marcel FAURE, *Les paysans dans la société française*, Paris, Librairie Armand Colin, 1966, 344 p.

14. Nicole MATHIEU et Marcel JOLLIVET [dir.], *Du rural à l'environnement : la question de la nature aujourd'hui*, Paris, ARF éditions/L'Harmattan, 1989, 352 p.

15. Rose-Marie LAGRAVE, « Discours communs, discours savants sur le rural », dans *Cahiers de l'IMPSA*, mars 1991, pp. 52-61.

16. Hugues LAMARCHE [dir.], *L'agriculture familiale. Comparaison internationale. Tome I : Une réalité polymorphe. Tome II : Du mythe à la réalité*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1991-1994, 304 p. et 304 p.

## RÉSUMÉS

Les évolutions que connaît le monde rural remettent-elles en cause l'objet et le champ d'application de la sociologie rurale tels qu'ils ont été définis au cours des précédentes

décennies ? Un rapide historique de la « discipline » est d'abord retracé, destiné à dégager ses fondements, ses démarches et ses évolutions, avant que soient proposées plusieurs pistes de réflexion et d'action. La pertinence de la sociologie rurale demeure, ses méthodes éprouvées méritent à coup sûr l'application à l'objet rural, même si celui-ci est profondément bouleversé. Mais la question n'est pas seulement celle des rapports entre questionnement social et sociologie rurale : il s'agit également d'envisager le questionnement sociologique face à la sociologie rurale avant de situer cette dernière dans le mouvement scientifique. La nécessaire interdisciplinarité doit se combiner avec des échelles d'observation différentes et s'ouvrir, entre autres, aux sciences de la nature.

### **The “Present function” of Rural Sociology**

Do the current evolutions of the rural world call the object and the practice field of rural sociology as it was defined during the last decades into question? A short chronological account of the discipline should be retraced in order to make out its bases, process and evolutions before proposing several ways of thinking and acting. Rural sociology remains relevant and its methods though they went through a bad time are obviously really worth being applied to the rural object even if it was also thrown into confusion. But the problem is not only to define the relationship between the social question and rural sociology: it is also to consider the sociological question faced with rural sociology before placing it into a scientific context. So, this necessary interdisciplinary must combine with different observation scales and open to the science of nature, among other things.

## INDEX

**Index chronologique** : Aujourd'hui